



Les études sur la décentralisation sont d'un intérêt particulier si l'on s'en tient au contexte politique camerounais marqué par une volonté affirmée d'accélérer le processus de transfert des compétences aux collectivités territoriales décentralisées.

CURRICULA DE FORMATION MASTER I

Semestre VII

Code UE	Intitulés des cours
	Théories et analyse politico-juridique de la gouvernance locale
I - UE Fondamentales (20 crédits)	Des théories de la gouvernance à l'analyse des politiques publiques
	Décentralisation, transfert de compétences aux collectivités territoriales et action publique locale
	Responsabilité pénale des élus locaux
	Droit de la décentralisation
II- UE Complémentaires (09 crédits)	Enseignements pratiques
	Enseignements pratiques
	Gouvernance numérique et informatique
	Genre, ingénierie sociale et animation du développement dans les collectivités locales
III- UE Optionnelles (01 crédit)	Rédaction d'un rapport d'activité
	(Optionnels)
	Politiques agricoles du Cameroun : défis et contraintes locales
	Conservation de la biosphère et environnement

Semestre VIII

Code UE	Intitulés des cours
III- UE fondamentales	Théories et analyse du développement durable
	Socio-anthropologie politique du développement
	Management des administrations publiques locales
	Droit administratif
	Coopération décentralisée et développement local
	Enseignements pratiques
	Création d'entreprise et entrepreneurship
V- UE Optionnelles (1 Cours sur 2)	Méthodes de recherche en Sciences sociales
	Urbanisme et aménagement du territoire
	(Optionnels)
	Géopolitique des ressources locales et pratiques de prévention et de gestion des conflits liés à la rareté
	Conflits agro-pastoraux

CURRICULA DE FORMATION MASTER II

Semestre IX

Code UE	Intitulés des cours
Théories et analyse politico-juridique de la gouvernance locale	
I - UE Fondamentales	Des théories de la gouvernance à l'analyse des politiques publiques
	Décentralisation, transfert de compétences aux CTD et action publique locale
	Responsabilité pénale des élus locaux
	Droit de la décentralisation
Enseignements pratiques	
II- UE Complémentaires	Gouvernance numérique et informatique
	Genre, ingénierie sociale et animation du développement dans les collectivités locales
	Rédaction d'un rapport d'activité
(Optionnels) 1 matière au choix	
III- UE Optionnelles	Politiques agricoles du Cameroun : défis et contraintes locales
	Conservation de la biosphère et environnement

Semestre X

	Enseignements théoriques et pratiques (obligatoires)
VIII	Méthodologie de rédaction d'un rapport de stage
IX	Stage professionnel et rapport de stage (Mémoire)



Pour tout renseignement, prendre attache avec :

Pr. Spener YAWAGA, Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques
 Tel : (+237) 677638631
 E.mail : Sp_yawaga@yahoo.fr

Dr. Appolinaire FOULLA DAMNA, Chef de Département de Sciences Politiques

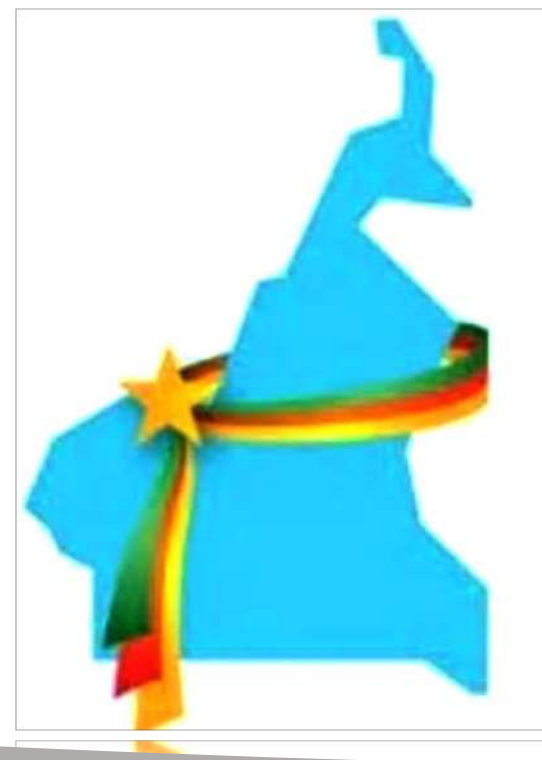
Tél. : (+237) 699849241 / (+237) 674466014

E.mail : foulladamna2@yahoo.com

Préinscriptions sur : <http://www.univ-maroua.cm>.



Université de Maroua
 The University of Maroua
 Faculté des Sciences Juridiques et Politiques
 Faculty of Law and Political Sciences
 Département de Sciences Politiques
 Department of Political Sciences



**MASTER PROFESSIONNEL EN
 GOUVERNANCE LOCALE,
 DÉCENTRALISATION ET DÉVELOPPEMENT
 DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

1- Contexte et justification

Le Master en Gouvernance Locale, Décentralisation et Développement des CTD s'inscrit dans la riche tradition des formations professionnelles au sein de l'Université camerounaise tout en affirmant sa particularité.

Tout d'abord, ce Master se veut une formation d'envergure nationale tout en restant attaché aux réalités politiques, économiques et sociales de la région de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et des pays voisins. S'il pense la gouvernance locale et la décentralisation d'un point de vue national, c'est pour mieux l'enrichir de problématiques locales, endogènes.

Ensuite, le Master se veut une réponse à la faiblesse des capacités locales dans de nombreux secteurs clés de la gouvernance locale. Il s'agit donc de former une ressource humaine immédiatement disponible pour les CTD.

Enfin, le Master en gouvernance locale, décentralisation et développement des CTD prend en compte des questions peu développées dans des cursus de formations similaires telles que la coopération décentralisée transfrontalière, la santé, la préservation de l'environnement, le tourisme, la gestion des conflits agro-pastoraux. Il est ainsi au cœur des problématiques de développement des régions septentrionales et souhaite, par le fait même, accompagner le mouvement visant à renforcer les compétences des collectivités locales.

Le lancement du Master professionnel en Gouvernance locale, décentralisation et développement des CTD au sein de la Faculté de Sciences Juridiques et Politiques s'inscrit dans un contexte particulier. La situation géographique de la région de l'Extrême-nord, limitrophe au Tchad et au Nigéria, crée un intérêt particulier pour les questions de coopération décentralisée intra-africaines.

Au-delà de la question géographique, la création d'un Master en Gouvernance Locale, Décentralisation et du Développement des Collectivités territoriales Décentralisées au sein de la Faculté des sciences juridiques et politiques repose sur un savoir et un savoir-faire accumulé depuis de nombreuses années par les enseignants de ladite Faculté. Une bonne partie de l'effectif d'enseignants a réalisé des travaux de recherche dans le domaine des études développementalistes, de la gouvernance locale, ou de la décentralisation et dispose d'une expérience pratique avérée. A cela vient s'ajouter une multitude de thèses et de mémoires soutenues depuis bientôt une dizaine d'années, dans le domaine de la gouvernance locale et de la décentralisation sous la supervision d'enseignants de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques.

2- Objectifs du Master

Le Master en Gouvernance locale a plusieurs objectifs au rang desquels :

- Doter les étudiants d'un savoir appliqué à la gestion des problématiques de gouvernance locale, de décentralisation et de développement ;
- Renforcer la coopération entre le monde de la recherche et les collectivités territoriales décentralisées dans la perspective d'une Université Municipale ;
- Créer une cohérence entre les études professionnelles en gouvernance locale et les problématiques de développement au niveau local.

3- Conditions d'admission / Niveau requis

Peuvent être admis en Master I les candidats titulaires d'une Licence (sans distinction) ou de tout autre diplôme équivalent.

Peuvent être admis en Master II, les candidats ayant validé la totalité des Unités d'enseignement du Master I en gouvernance locale, décentralisation et développement des CTD. Toutefois, les titulaires d'un Master 1 ou d'une Maîtrise en Sciences sociales (droit, sociologie, histoire, anthropologie, etc.) peuvent être admis s'ils valident préalablement certaines matières du Master en gouvernance locale ou s'ils témoignent d'une expérience professionnelle avérée dans le domaine. L'admission définitive est déclarée au terme d'une étude du dossier sanctionnée d'un avis favorable des instances académiques.

4- Dossier de candidature

Master I

- Une fiche de candidature (en ligne) ;
- Une photocopie certifiée conforme de la licence ;
- Une photocopie certifiée conforme de l'acte de naissance ;
- Deux photos couleur 4 x 4 ;
- Une photocopie certifiée conforme du Baccalauréat ou du GCE AL pour les nouveaux étudiants de l'Université de Maroua ;
- Un reçu de paiement de la somme de 10 000 frs chez un opérateur agréé représentant les frais d'étude du dossier ;
- Un certificat médical.

Master II

- Une fiche de candidature (en ligne) ;
- Une photocopie certifiée conforme de l'original du Master I ou de tout autre diplôme jugé équivalent ;
- Une photocopie certifiée conforme de l'acte de naissance ;
- Deux photos couleur 4 x 4 ;
- Un reçu de paiement de la somme de 10 000 frs chez un opérateur agréé représentant les frais d'étude du dossier ;
- Un certificat médical.

5- Modalités de formation et d'évaluation

La formation dans le cadre du Master en Gouvernance Locale, Décentralisation et Développement des CTD se fait essentiellement en **présentiel**. Toutefois, les cours peuvent se dérouler en **distanciel** si les conditions l'imposent (situation sanitaire d'urgence, indisponibilité de l'enseignant ou d'une salle de cours, etc.). Dans ce cas les étudiants en seront informés préalablement.

Les candidats sont évalués à la fin de chaque semestre. Pour les étudiants en Master II, la fin de la formation est sanctionnée par la soutenance publique d'un rapport de stage réalisé sous l'encadrement d'un enseignant habilité et dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

6- Débouchés professionnels

Au terme de leur formation, les étudiants du Master en gouvernance locale, décentralisation et développement des CTD peuvent prétendre à un recrutement au sein d'une administration centrale en charge de la gestion des collectivités locales, mais aussi dans une collectivité territoriale décentralisée, des ONG, et de tout autre institution spécialisée.

Frais de scolarité

Master I

XAF 500 000 / an pour les étudiants nationaux et zone CEMAC

Master II

XAF 500 000/ an pour les étudiants nationaux

Public cible

- Cadres des CTD (Communes et Régions)
- Cadres des Conseils régionaux
- Acteurs de la décentralisation (ONG etc.)
- Fonctionnaires du Ministère de la Décentralisation et du Développement Local ; de l'Administration Territoriale ;
- Etudiants des Facultés de Sciences Juridiques et Politiques, des lettres et Sciences humaines ;
- Professionnels ;
- Responsables politiques et Organisations de la Société civile (OSC) ;

